

pouvoirs d'achat. Une surévaluation (sous-évaluation) du taux de change entraînerait une surestimation (ou une sous-estimation) de la taille relative d'une économie exprimée en une devise étrangère, telle que le dollar américain. Pour compenser le désalignement des taux de change, on peut utiliser les estimations du pouvoir d'achat des devises, mais elles sont sujettes à de grandes marges d'erreur.

Les dépenses militaires par rapport au PIB constituent l'un des indicateurs les plus connus et les plus faciles à comprendre de la taille relative du secteur militaire dans un pays donné. En effet, la définition du PIB étant semblable pour tous les pays (compte tenu des réserves susmentionnées), ce rapport semble se prêter aux comparaisons internationales. L'intérêt de cette démarche réside dans la simplicité des calculs et l'intelligibilité intuitive du rapport qui en résulte. Si, par exemple, les dépenses militaires représentent 5 % du PIB dans un pays et 10 % dans un autre, nous pouvons raisonnablement conclure qu'elles sont nettement plus importantes (voire deux fois plus élevées, en termes relatifs) dans le second pays.

L'Institut international d'études stratégiques dispose, pour la plupart des pays, des rapports entre les dépenses militaires et le PIB. L'IIES fournit les estimations des budgets annuels nationaux de la Défense et celles des dépenses militaires annuelles réelles, bien que, pour beaucoup de pays, les estimations du budget soient plus à jour. Pour fournir les données les plus récentes possibles, nous utilisons, dans les tableaux figurant plus loin, les estimations du budget de la Défense.

Les dépenses militaires par rapport aux fonds publics consacrés à la santé et à l'éducation

Pour essayer d'évaluer dans quelle mesure, toutes proportions gardées, un pays s'efforce de maintenir l'infrastructure sociale nécessaire à son développement économique, on compare souvent les dépenses militaires aux dépenses publiques en matière de santé et d'éducation. Si le rapport des premières aux secondes est bas, cela signifie que le pays a érigé en règle, dans la gestion des fonds publics, la priorité qu'il accorde au développement.

L'un des inconvénients inhérents à l'utilisation de ce rapport réside dans le manque de données. Pour beaucoup de pays du tiers monde, il n'existe pas de données récentes sur les dépenses faites dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Dans la source de référence principale qu'est le document de l'UNICEF intitulé *La situation des enfants dans le monde*, aucune donnée n'existait sur 78 des 150 pays en développement figurant dans les tableaux du présent Commentaire. Et pour 31 de ces 78 pays, les données étaient tirées du *Rapport mondial sur le*